

AVANT-GARDE

Collectif révolution permanente au Canada

La fausse laïcité des xénophobes 2

Où en est la lutte des LGBT ? 5

La grève des CPE de juin 7

Face à l'élection de Bolsonaro au Brésil 8

Le mouvement des gilets jaunes en France 11

ABC du marxisme : la religion 12



LA FAUSSE LAÏCITÉ DES XÉNOPHOBES

UN LOURD PASSÉ CLÉRICAL

La question de la laïcité est très sensible au Québec et y suscite beaucoup de débats étant donné son long passé catholique et clérical. L'Église catholique était l'institution idéologique dominante qui contrôlait pratiquement tous les aspects de la vie sociale, comme l'éducation, la santé et les services sociaux en lien avec l'appareil d'État. La bourgeoisie anglo-canadienne voyait d'un bon œil la soumission du prolétariat francophone au clergé qui prêchait le respect de l'autorité et l'harmonie entre les classes sociales au nom de la doctrine sociale de l'Église catholique (1). Symbole de l'alliance entre l'Église et l'État québécois, le crucifix est installé à l'Assemblée Nationale du Québec depuis 1936 (2). Selon l'expression des anglophones, le Québec était une « priest-ridden province ».

Cependant, le pouvoir de l'Église a été ébranlé dans la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale qui a été marqué par des luttes ouvrières, dont la fameuse grève d'Asbestos en 1949 (3). La soi-disant « Révolution tranquille » des années 1960 a été le coup de grâce pour la domination incontestée de l'Église catholique au Québec. Une séparation de l'Église et de l'État a été entamée au cours de ces années, de manière graduelle et plutôt lente. Elle demeurera toujours incomplète sous le capitalisme, qui peut se servir de l'obscurantisme religieux comme arme contre la classe ouvrière en lutte.

CONTRE LA PERSÉCUTION ENVERS LES ADEPTES DE RELIGIONS MINORITAIRES

La séparation de l'Église et de l'État est un principe démocratique essentiel et fondamental à défendre face à tous les fondamentalismes et obscurantismes religieux, pour défendre l'émancipation du savoir et de la culture, des femmes et des jeunes de la tutelle cléricale. Elle sert aussi à protéger l'égalité de tous les croyant-es, même minoritaires, et bien sûr celle des athées. Par conséquent, les marxistes internationalistes sont opposés à tout empiètement d'une quelconque Église ou religion

sur la place publique. La classe ouvrière doit s'opposer à toute subvention publique aux Églises et à ses établissements.

Pour les mêmes raisons démocratiques, le mouvement ouvrier ne doit pas endosser pas l'interdiction de signes religieux par des individus dans la rue ou les transports, mesure qui vise essentiellement les immigrant-es et plus particulièrement les femmes musulmanes.

Le discours sur la laïcité au Québec a tendance, depuis au moins une dizaine d'années, à se confondre avec une peur irrationnelle de l'immigration en provenance des pays du Tiers-Monde. C'est surtout l'islam qui est en cause, car il y a beaucoup d'immigrés originaires des pays du Maghreb ou d'Afrique occidentale (où on parle souvent français) et du Proche-Orient. Nous avons abordé cette montée inquiétante de la xénophobie et de l'islamophobie dans un article précédent (5). Le Parti Québécois, un parti nationaliste bourgeois, a tenté d'instaurer une « Charte des valeurs québécoises » lors de la période de 18 mois où il a été au pouvoir entre septembre 2012 et avril 2014. Cette charte qui visait essentiellement à restreindre les droits des immigrant-es, surtout sur le plan de la tenue vestimentaire. La question de l'émancipation féminine était utilisée d'une manière démagogique pour interdire le port du foulard et du voile islamique dans l'espace public.

DES VALEURS SPÉCIFIQUEMENT QUÉBÉCOISES ?

Aujourd'hui, c'est la Coalition Avenir Québec, un parti qui se revendique ouvertement des privatisations et de l'austérité à tout crin, à l'image de LR en France, et qui est nationaliste, sans toutefois préconiser l'indépendance du Québec. Il se situe dans la lignée de la défunte Union Nationale, dirigée par le premier ministre Maurice Duplessis de sinistre mémoire, qui réclamait plus d'autonomie pour le Québec sans rompre avec le fédéralisme canadien. En prévision des élections québécoises d'octobre 2018, la CAQ veut réduire le seuil d'immigration et imposer des conditions sévères aux immigrés qui veulent demeurer au Québec (6). À l'été 2016, la CAQ a même tenté d'importer au Québec la controverse française autour du burkini (7). La proposition la plus inquiétante et la plus dangereuse formulée par la CAQ concerne l'exigence de connaître les « valeurs québécoises » qui consisteraient en l'égalité hommes-femmes, les droits des LGBTQ, la laïcité de l'État, etc. Comme si ces valeurs étaient exclusives au Québec ! C'est une manière de détourner de nobles combats démocratiques pour en faire des instruments d'oppression et de discrimination. Les nombreux Québécois-es dits de souche qui sont ouvertement sexistes, homophobes, ceux qui sont toujours attachés à l'intolérance chrétienne ont-ils, eux, le droit d'habiter au Qué-





bec ? Si oui comment expliquer ce deux poids deux mesures ?

La CAQ présente l'immigration comme une menace à la survie de la nation québécoise. C'est un sentiment qui est malheureusement trop répandu, y compris au sein de la classe ouvrière. L'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, la fin en queue de poisson du Printemps d'érable en 2012, qui a soulevé une partie de la jeunesse et de la classe ouvrière québécoises contre les politiques d'austérité et la corruption du gouvernement libéral de Jean Charest, le faible niveau actuel des luttes ouvrières peuvent expliquer ce repli identitaire.

En retour, l'unité de la classe ouvrière est gravement menacée par ces divisions entretenues par la classe capitaliste. Le PQ n'est pas en reste sur la question « identitaire » et continue de voir le voile islamique comme une menace. Le chef du PQ, Jean-François Lisée, a même proposé de construire une clôture pour empêcher les migrants d'entrer au Québec par le chemin Roxham situé à la frontière entre le Canada et les États-Unis !

LES FASCISTES AGITENT L'ÉPOUVANTAIL DE « L'ISLAMISATION »

Le projet des fascistes est de construire une société fermée, entourée de murs, de clôtures et de barbelés soi-disant pour empêcher une soi-disant « invasion » de migrant-es en provenance des pays au sud (États-Unis, Mexique, Antilles), en fait pour créer une société policière et d'apartheid.

La Fédération des Québécois de souche affiche une nostalgie du catholicisme québécois traditionnel et se réclame du chanoine Lionel Groulx, figure marquée du

clérico-nationalisme au Québec. À côté des partis bourgeois prétendument démocratiques, se renforce une mouvance fasciste qui s'agit sur l'immigration, comme La Meute, les Soldats d'Odin, la Fédération des Québécois de souche, Horizon Québec Actuel, Atalante et Storm Alliance.

Ce sont surtout les musulmans qui sont visés, car dénoncés comme incompatibles avec une « civilisation occidentale » mal définie (elle semble comprendre une religion chrétienne pourtant née au Proche-Orient). Mais d'une manière générale les immigrant-es non blancs et non-chrétiens sont décriés par ces racistes comme menaçant l'homogénéité de la nation québécoise. Cette racaille a organisé le 19 mai une action d'intimidation contre les demandeurs d'asile sur le chemin Roxham. Fort heureusement, des organisations antiracistes et de défense des droits des immigrant-es l'ont contrecarrée (8). L'influence du RN-FN français et du néofascisme européen se fait largement sentir parmi les « identitaires » québécois. On y trouve le même détournement du mécontentement social vers des boucs émissaires ; la même haine de l'islam et des musulman-es présentées comme des envahisseurs qui voudraient imposer leurs coutumes et détruire « notre » culture.

UNE LAÏCITÉ À GÉOMÉTRIE VARIABLE

La preuve que la laïcité des fascistes et des partis bourgeois est un leurre est leur défense du crucifix à l'Assemblée Nationale. En octobre 2017, Québec Solidaire a déposé une motion pour retirer le crucifix du parlement québécois. Le PQ a appuyé cette motion, mais la CAQ s'est finalement déclarée favorable au maintien du crucifix en tant que partie du « patrimoine

historique québécois ». Le gouvernement libéral de Philippe finance, comme le PQ avant lui, les écoles privées, en bonne partie religieuses, à 75% (4). Les Églises et communautés religieuses restent exemptes de taxe.

On voit bien l'hypocrisie du discours sur la laïcité quand il est défendu par la classe dominante, qui s'en sert pour restreindre les droits démocratiques des immigrant-es. Le port individuel d'un foulard islamique est proclamé une menace bien plus grande pour ces hypocrites qu'un symbole religieux qui trône dans la plus importante institution politique du Québec !

FRONT UNIQUE OUVRIER POUR LA LAÏCITÉ ET L'INTERNATIONALISME !

La classe ouvrière est la seule force démocrate conséquente à l'époque de l'impérialisme. Les travailleurs et travailleuses conscient-es doivent défendre sans compromis les droits des immigrant-es, y compris les femmes musulmanes portant le foulard ou voile islamique. Toute restriction à l'immigration est une attaque contre la classe ouvrière et nous devons défendre le droit à la libre circulation et celui de s'établir dans le pays de son choix. Les travailleurs immigrés sont une composante importante du prolétariat et le mouvement ouvrier doit prendre cette question vraiment au sérieux et combattre toute manifestation de racisme et de xénophobie, qu'elle vienne de la droite identitaire ou des gouvernements libéraux et sociaux-démocrates. Il ne faut pas être dupe des beaux discours « d'ouverture et de tolérance » de Justin Trudeau et Philippe Couillard qui se présentent faussement comme des défenseurs des immigrant-es, tout en les attaquant et en les expulsant allégrement.

Le nécessaire combat pour la laïcité doit être remis dans sa juste perspective, soit de se débarrasser des vestiges de la domination du catholicisme au Québec et d'éliminer tout privilège pour quelque Église ou religion que ce soit sans pour autant brimer le droit de professer ses croyances religieuses en privé et de porter des signes religieux. Il doit aussi être dirigé par la classe ouvrière à la tête de tous les secteurs opprimés de la société et dans le cadre du combat plus large pour le renversement du système capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat comme première étape vers une société communiste sans classes.

Les organisations ouvrières (partis et syndicats) de tout le Canada doivent réaliser l'unité et engager le combat sur la base suivante :

Non aux quotas d'immigration !

Non aux expulsions !

Laissons entrer les travailleurs-ses, étudiant-es, réfugié-es!

Des emplois de qualité pour tous et toutes!

Autodéfense contre les racistes, xénophobes et homophobes de tout acabit !

Pour la séparation complète de l'Église et de l'État !

Pour le retrait du crucifix à l'Assemblée Nationale du Québec !

Pour la suppression de toute subvention et exemption de taxes aux Églises et communautés religieuses !

25 mai 2018

1. <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/doctrine-sociale-de-leglise-catholique/>
2. <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/crucifix.html>
3. <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/la-greve-de-lamiante/>, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/932.html>
4. <https://www.lesoleil.com/actualite/education/les-ecoles-privées-financées-a-75--par-letat-revele-un-comite-6a589761fb025a8b9db81d746d5f761b>
5. <http://groupemarxiste.info/2017/05/18/pour-un-parti-ouvrier-revolutionnaire-et-internationaliste-au-canada-corep/#more>
6. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1101195/gouvernement-caq-conditions-supplementaires-immigrants>
7. <https://coalitionavenirquebec.org/fr/opinions/burkini-se-tenir-debout/>
8. <https://xaviercamus.com/2018/05/20/manif-de-l'extreme-droite-a-lacolle-la-meute-presente/>



OÙ EN EST LA LUTTE DES LGBT ?

Les droits des personnes LGBT (lesbiennes, gays, bisexuel-les, transsexuel-les, transgenre, etc.) a fait de grand progrès dans la plupart des pays occidentaux depuis les années 1960. Bien entendu, ces gains ont été réalisés non grâce à un quelconque libéralisme ou ouverture d'esprit de la part de la classe dirigeante, mais grâce aux luttes intenses menées par les mouvements des homosexuels. La poussée révolutionnaire des années 1960 a contribué à l'émergence des luttes contre l'apartheid, l'oppression nationale, l'oppression des femmes et l'oppression des minorités sexuelles.

Ainsi, la dépénalisation de l'homosexualité a eu lieu en 1969 au Canada, quand le premier ministre de l'époque Pierre Elliott Trudeau (le père du premier ministre actuel Justin Trudeau) a promulgué le bill Omnibus. Il décréta que l'État n'avait rien à faire dans la chambre à coucher des gens. Une philosophie libérale qui représentait néanmoins une avancée par rapport à la pesante morale catholique, qui était encore omniprésente au Québec dans ce temps-là. En France, la dépénalisation complète de l'homosexualité a attendu 1982 et la présidence de Mitterrand (PS). Par contraste, l'homosexualité avait été décriminalisée en Russie dès 1922 par le gouvernement soviétique après la révolution conduite par le Parti bolchevik de Lénine et de Trotsky (Staline est revenu sur cette mesure lors de l'apogée de la contre-révolution bureaucratique en 1934).

La domination de l'Église catholique sur le Québec explique le retard dans « la Belle Province » car elle entretenait la répression des femmes, des jeunes et des minorités sexuelles. L'homosexualité et la transsexualité étaient perçues comme des déviances morales et des menaces pour les valeurs familiales traditionnelles. Les femmes qui tombaient enceintes en dehors des liens du mariage étaient également victimes de brimades. Il y avait donc une oppression très forte pour tous ceux et celles qui dérogeaient à la morale catholique (sauf les capitalistes et les prêtres, bien entendu). La classe dirigeante québécoise qui était très fortement liée à l'Église catholique en profitait pour utiliser les minorités sexuelles comme boucs émissaires, lui permettant ainsi de diviser davantage la classe ouvrière.

La « Révolution tranquille » des années 1960 ébranla fortement le pouvoir du clergé catholique et favorisa un certain relâchement de la morale, dont bénéficièrent les personnes homosexuelles. Des militants homosexuels fondèrent en mars 1971 le Front de libération homosexuel (FLH), dans la foulée du Front homosexuel d'action révolutionnaire en France (février 1971) et du Vancouver Gay Liberation Front (octobre 1970).

La police et la justice canadiennes démantelèrent rapidement le FLH. La décriminalisation de



Toronto, 1981

l'homosexualité n'a pas mis un terme au harcèlement des homosexuels par la police. La descente de police qui a eu lieu au bar *Truxxx* à Montréal le 21 octobre 1977 a marqué un tournant dans la lutte pour les droits des homosexuels.

Cette nuit-là, les cinquante policiers qui surgissent au bar « Truxx » au centre-ville de Montréal procèdent à 220 arrestations. Il s'agit de la plus importante rafle depuis la crise d'Octobre. Sur ce nombre, 143 personnes seront accusées de « grossière indécence » et d'avoir été présents « dans une maison de débauche. (Radio-Canada, 20 octobre 2017)

L'attitude policière contre les homosexuel-les était très brutale et elle témoignait d'un profond mépris de la part des forces de l'ordre contre les minorités sexuelles. Le 5 février 1981, 304 personnes furent arrêtées dans différents saunas de Toronto, les noms des prévenus étant publiés dans la presse. Des manifestations eurent lieu dans la ville. Le 28 juin, les militants organisent la première Gay Pride de la ville. Les descentes au *Buds* en 1984 et aux *Katakombes* en 1994 ont suscité également de grandes mobilisations à Montréal.

À la fin des années 1980, les « Gay Pride » mobilisèrent contre le sida et s'élargirent aux lesbiennes. Depuis, chaque année, les organisations LGBT organisent une « marche des fiertés » à Montréal pour exprimer leurs revendications et montrer leur visibilité. Les différents partis bourgeois sont conviés à cette manifestation et en profitent pour se faire du capital politique en montrant leur « ouverture d'esprit » et leur « esprit inclusif ». La marche des fiertés a depuis longtemps été vidée de tout véritable esprit contestataire et revendicatif pour devenir un événement festif et commercial avec la participation des représentants des partis bourgeois et du grand capital. On y retrouve une très forte présence des banques et des multinationales qui sont les commanditaires de la marche des fiertés. Le premier ministre d'un État qui déporte des milliers de migrants et restreint les grèves ouvrières en profite pour



apparaître comme progressiste. Il a participé à la Marche des fiertés de Montréal le 19 août et avant à la Pride Parade de Vancouver le 5.

Dimanche après-midi, des milliers de personnes ont défilé au centre ville pour prendre part à l'annuelle Vancouver Pride Parade. Cette année, il y avait un invité spécial parmi les chars et les danseurs, Justin Trudeau. (Daily Hive, 5 août 2018)

Dans les pays occidentaux, nous assistons depuis quelques décennies à une récupération capitaliste de l'homosexualité et de toutes les formes de diversité sexuelle. La classe dirigeante a trouvé un avantage dans l'intégration des minorités sexuelles en mettant de l'avant une commercialisation à outrance de la diversité sexuelle. Les défilés LGBT sont dominés par des hommes blancs fortunés qui ne pensent qu'à la rentabilité de leur événement.

Les associations LGBT majoritaires sont de plus en plus intégrées au capitalisme. Leur stratégie est de faire pression sur les politiciens bourgeois pour satisfaire leurs supplications. Les liens avec le mouvement ouvrier sont

aujourd'hui très faibles, voire inexistants. Nous sommes loin de l'époque où l'organisation britannique Lesbians and Gays Support the Miners avait soutenu dans 11 villes les mineurs en grève contre le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher et avait collecté de l'argent en leur faveur (voir le film *Pride, une rencontre improbable*). La défaite des mineurs a démoralisé la classe ouvrière et a fait régresser politiquement et idéologiquement le mouvement des homosexuels.

Le CoReP ne défend nullement l'institution familiale traditionnelle, c'est-à-dire patriarcale. Pour autant, il n'entretient aucune illusion sur le caractère supposément progressiste du mariage homosexuel. Mais nous condamnons fermement le tollé des forces réactionnaires et obscurantistes contre l'égalité des droits des homosexuels et des hétérosexuels.

L'homophobie au sein de la classe ouvrière ne profite qu'à la bourgeoisie et affaiblit la lutte des classes. Le Collectif révolution permanente (CoReP) soutient fermement la lutte contre l'homophobie et pour les droits des personnes LGBT. Nous appuyons le combat pour le droit au mariage, à l'homoparentalité et à la procréation médicalement assistée (PMA) en tant que revendications démocratiques.

Un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste doit être un tribun du peuple et défendre tous ceux et celles qui sont opprimés par le système capitaliste, que ce soit les minorités nationales, les femmes, les immigrant-es, les LGBT, etc. Les travailleurs et les travailleuses consciencieux doivent participer aux luttes des personnes LGBT afin de briser l'emprise de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie sur ces luttes fondamentales. Tous les combats pour les droits démocratiques doivent s'inscrire dans la perspective de la révolution prolétarienne et du renversement du mode de production capitaliste d'exploitation et toutes les oppressions qui l'accompagnent.

AVANT-GARDE

trimestriel du CoReP au Canada
imprimé par le Groupe marxiste internationaliste
(CoReP en France)

supplément à *Révolution communiste* n° 32
directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762

corepcanada@tutanota.com

site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, portugais, turc... : revolucionpermanente.com

site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

site du GMI / France : groupemarxiste.info

site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

LA GRÈVE DE JUIN DANS LES CPE

Du 6 au 17 juin 2018, il y a eu une grève générale illimitée contre la flexibilité dans 57 CPE (centres de la petite enfance) de Montréal et Laval, à l'appel du Syndicat des travailleuses (eurs) des CPE de Montréal et Laval affilié à la CSN (Confédération des syndicats nationaux).

Les CPE sont des garderies à but non lucratif subventionnées par le gouvernement du Québec. Ils ont été mis sur pied en 1997 par le Parti québécois dans le but de rendre plus accessible la garde d'enfants préscolaires aux travailleuses. Bien entendu, ce n'était nullement un acte de générosité de la part de la bourgeoisie québécoise, mais plutôt le résultat de nombreuses années de luttes de la part du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes pour avoir accès à des garderies bon marché et aussi la possibilité de rendre disponible de la main-d'œuvre. L'État a remis la gestion des CPE à des organismes de droit privé. De même, le PQ a fait payer ce service public : le tarif était de 5 \$ par jour par enfant. Il pesait donc plus lourdement sur les petits revenus que les gros. En 2004, le gouvernement du Parti libéral de Jean Charest a haussé le tarif à 7,30 \$ par jour. Depuis 2014, le tarif est modulé selon le revenu familial et est indexé annuellement en fonction de la hausse du coût de la vie. En 2018, le tarif de base est de 8,05 \$ par jour pour les revenus familiaux annuels de 52 220 \$ et moins. Il y a donc une volonté de l'État capitaliste de faire payer davantage la classe ouvrière pour un service public.

À l'occasion du renouvellement de la convention collective, l'Association patronale nationale des CPE (APNCPE) désirait accroître la précarité et la flexibilité dans les horaires de travail pour faire des économies. Les conditions des 57 CPE étaient inférieures à celles des 300 autres.

Les employés de CPE travaillent généralement entre 32 et 40 heures par semaine. L'employeur aimerait avoir la latitude de réduire ces heures lorsque beaucoup d'enfants sont absents, surtout pendant le temps des Fêtes et l'été. Le syndicat dénonce la précarité qui découlerait de cette mesure. La partie patronale rappelle qu'elle ne viserait pas les employés qui ont leur permanence, mais seulement les occasionnels, soit environ 5 à 10 % du personnel. (Journal de Montréal, 6 juin 2018).

La question de l'ancienneté pour les listes de rappel était aussi un point de litige important, les patrons préférant donner la priorité aux éducatrices jugées qualifiées. La direction des CPE souhaitait également faire une entorse au principe de l'ancienneté pour le choix des vacances au nom de la « stabilité ». Il y avait donc une attaque frontale

contre les acquis durement gagnés des travailleuses dans les garderies dites à but non lucratif. C'est la même volonté de faire payer la crise du système capitaliste à la classe ouvrière que dans les entreprises privées. Une attaque contre un est une attaque contre tous. Si un secteur de la classe ouvrière est affaibli, les autres secteurs ne tarderont pas à subir aussi des reculs dans leurs conditions de travail.

Nous devons non seulement soutenir le combat de ces travailleuses mais aussi revendiquer la mise sur pied d'un réseau de garderies gratuites et ouvertes 24 heures par jour, afin d'accommoder toutes les catégories de travailleurs et de travailleuses et pour alléger le fardeau des tâches domestiques qui incombent trop souvent aux mères de famille. La politique instaurée par les bolcheviks après la révolution de 1917 en Russie est très intéressante à cet égard et nous devons nous en inspirer. Des garderies, appelées « jardins d'enfants », furent ouvertes partout sur le territoire de l'URSS et prenaient en charge les enfants à partir de leur deuxième année jusqu'à leur entrée à l'école. Cet acquis a survécu à la contre-révolution stalinienne et représente un modèle de qui pourrait être une politique familiale dans la transition au socialisme.

La grève a rencontré l'hostilité des bourgeois et de certains petits-bourgeois habitués à exploiter avec le « Regroupement de parents contre les travailleurs de CPE en grève ». Par contre, des parents prolétaires ont exprimé leur soutien, malgré les inconvénients de la grève, à travers le « Regroupement en appui aux travailleuses des CPE en grève ».

Certains parents ont plutôt profité de l'occasion pour souligner le travail extraordinaire des éducatrices de CPE et leur apporter leur appui dans leurs démarches, et ce, même si elles leur posent un défi de logistique familiale. (Le Devoir, 18 juin 2018)

Les dirigeants syndicaux CSN ont signé le 17 juin un accord avec l'employeur sans rendre public le contenu de la convention et ont mis fin à la grève illimitée. Puis ils ont fait ratifier par la base l'entente le 20 juin.

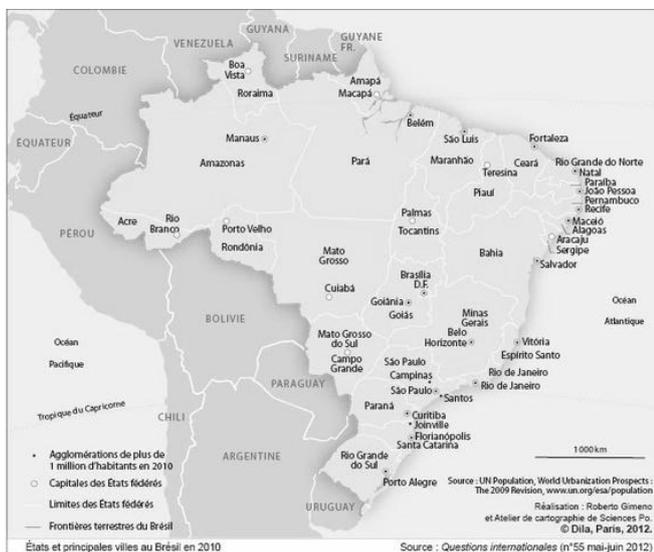
Liberté complète du droit de grève ! Suppression de l'arbitrage étatique ! Satisfaction des revendications des travailleurs des CPE ! Ouverture des CPE là où ils sont nécessaires ! Gratuité des CPE pour les parents travailleurs ou à la recherche d'emploi !

BRÉSIL : FRONT UNIQUE OUVRIER ET AUTODÉFENSE CONTRE LE PRÉSIDENT FASCISTE ET L'ÉTAT-MAJOR !

Dimanche 28 octobre, a eu lieu le second tour des élections générales au Brésil. Bolsonaro, le candidat favori du capital, partisan de la dictature militaire, a remporté l'élection présidentielle avec 56 % des voix. L'ensemble des partis issus de la classe ouvrière (PT-PCdoB, PDT, PSOL...) n'avait obtenu au premier tour de la présidentielle que 42 % des voix. L'abstention a dépassé 21 % des inscrits. Les votes nuls ou blancs s'élevaient à presque 10 % des suffrages. Le PSL de Bolsonaro a recueilli moins de 12 % des voix aux législatives, le PT plus de 10 %, aucun autre parti n'obtenant plus de 10 % des voix.

BOLSONARO PRÉPARE UNE NOUVELLE DICTATURE ANTI-OUVRIÈRE

Le geste fétiche du candidat Bolsonaro était de simuler une exécution au revolver. Le vice-président Hamilton Mourão est un ancien général. Le nouveau président a clairement annoncé son programme : « *préparer une purge comme le Brésil n'en a jamais connu, accélérer le grand nettoyage du pays des rouges marginaux* », en finir avec le mouvement des paysans sans terre qualifié de « *terroriste* ». Il veut nommer le juge Moro, qui a destitué Rousseff et emprisonné Lula, ministre de « la Justice ». Sous couvert de lutter contre l'insécurité, Bolsonaro entend créer ses milices et lâcher la police et l'armée contre le mouvement ouvrier. Il veut autoriser le libre accès aux armes à ses partisans, il donne carte blanche aux flics et aux militaires pour abattre les criminels et les délinquants présumés. Déjà, de nombreuses agressions contre des militants du mouvement ouvrier, des homosexuels, des féministes, des Noirs, des étudiants... ont eu lieu au cours de la campagne électorale.



Si Bolsonaro souhaite se débarrasser « *des rouges* », c'est pour avoir les mains libres au compte de sa classe, la bourgeoisie. Épaulé par l'état-major, soutenu et financé par les grands groupes et les propriétaires fonciers, encouragé par l'État impérialiste du continent, Bolsonaro veut privatiser les entreprises publiques, limiter les retraites et les bourses scolaires, baisser les impôts sur les entreprises, augmenter les impôts directs, flexibiliser le travail, réduire les dépenses d'enseignement, autoriser sans entrave le pillage tous azimuts de l'Amazonie en déniaut tout droit aux peuples indigènes, etc. Sa victoire attendue à l'issue du premier tour a d'ailleurs été saluée par une hausse spectaculaire de la Bourse.

LA SOUMISSION DE LULA ET DU PT À LA BOURGEOISIE A PAVÉ LE CHEMIN DE LA RÉACTION

Comment en est-on arrivé là ? comment est-on passé de la première élection de Lula comme Président en octobre 2002 à la menace de l'écrasement du mouvement ouvrier fin 2018 ?

C'est la conséquence de la trahison de Lula et du PT, de l'acceptation de l'État bourgeois (dont la magistrature, la police, l'armée...), de la défense du capitalisme brésilien, du refus de s'en prendre aux exploités (capitalistes agrariens, industriels, financiers...), des alliances gouvernementales avec des partis bourgeois (PSDB, PMDB...). Lula et le PT n'ont jamais osé armer le peuple ni commencé à exproprier les capitalistes.

La minorité capitaliste a donc conservé tout le pouvoir économique (la propriété des moyens de production, la capacité d'exploiter et de licencier) et elle a préservé l'essentiel du pouvoir politique (les corps de répression à son service).

La politique des gouvernements de type « front populaire » a fait fondre comme neige au soleil les premières mesures prises en faveur des plus pauvres à mesure que la crise capitaliste a frappé le Brésil. En 2010, la croissance économique, portée par les exportations de matières premières, est encore de 7,5 %. Elle permet, tout en préservant le capitalisme, une redistribution limitée des revenus. Mais, après l'élection de Rousseff en 2010, la croissance n'est plus que de 0,2 % en 2014, avant d'entrer en récession.

LA CLASSE DOMINANTE DESTITUÉE EN AOÛT 2016 LA PRÉSIDENTE ÉLUE

Avec la crise économique, la bourgeoisie brésilienne a exigé que les masses payent à sa place, tout en tolérant

Candidatos

	Jair Bolsonaro PSL ELEITO	55,13% 57.797.801 votos
	Fernando Haddad PT	44,87% 47.040.889 votos

de moins en moins que le PT soit au gouvernement. L'argent public n'a pas manqué en 2013 pour financer les juteux travaux pour accueillir la Coupe de monde de football avec 11 milliards d'euros versés aux grandes entreprises du bâtiment, les mêmes qui aujourd'hui soutiennent Bolsonaro. Par contre, le gouvernement de collaboration de classe de Rousseff a taillé en 2015 dans le programme Bolsa Familia et dans l'Éducation publique, a libéralisé la déforestation...

Au contraire de ce que font mine de croire les dirigeants des partis « réformistes » du monde entier quand ils accèdent au pouvoir, la bourgeoisie, bien loin de restreindre ses prétentions en remerciement des concessions qui lui sont faites, s'en nourrit au contraire pour préparer sa contre-offensive.

Le PT a-t-il réussi à se concilier l'état-major en augmentant le budget de l'armée de 42 % ? A-t-il réussi à amadouer les Églises évangélistes lorsqu'elle s'était engagée, entre les deux tours de l'élection d'octobre 2010, à ne pas légaliser l'avortement et le mariage homosexuel ? Le PT a-t-il réussi à faire du PMDB, du PP, du PRB, des alliés fidèles en les incluant dans le gouvernement et en nommant Temer, du PMDB, vice-Président au côté de Dilma Rousseff ? Ces partis ont fomenté en 2016 le coup d'État à froid aboutissant à la destitution de Rousseff, à son remplacement par Temer, à la procédure pour interdire à Lula de se représenter et finalement le jeter en prison ! Pourtant, le PT et le PCdoB ont noué avec un parti du même genre une coalition électorale en 2018, le PROS.

C'est bien la bourgeoisie, ses grandes entreprises, ses dirigeants qui, depuis des lustres, surfacturent, achètent des passe-droits pour mener de gigantesques opérations notamment de travaux publics. Et c'est encore la bourgeoisie, son État, sa justice qui monte l'opération Lava Jato, censée faire la lumière sur la corruption dans laquelle les élus de tous bords trempent allègrement, mais concentre ses coups sur le seul PT et ses dirigeants.

Sous la devise nationaliste et cléricale qu'il a apprise à l'armée, « *Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous* », l'ancien militaire médiocre et député marginal Bolsonaro peut se poser alors en champion de la lutte contre la corruption, d'autant que l'essentiel des médias privés qui appartiennent à quelques familles tiennent le haut du pavé et lui emboîtent le pas. Le front populaire, comme en France en 1936-1937, en Espagne en 1936-1938, au Chili en 1971-1973... a frayé la voie à la réaction, a éloigné une partie des masses du PT et a permis le succès électoral de Bolsonaro.

MOBILISER LES EXPLOITÉS ET LES OPPRIMÉS CONTRE LA RÉACTION

En 2016, la classe ouvrière et la jeunesse du Brésil ont subi une défaite, ce que confortent les élections générales de 2018, mais elles ne sont pas écrasées. Leur volonté et leur capacité de mobilisation restent fortes comme ils l'ont démontré en 2016 et aussi en 2018 comme l'ont montré les femmes mobilisées sous le slogan #EleNão. Les travailleurs et les étudiants peuvent empêcher le pire, la fin des libertés démocratiques, la répression de masse, l'interdiction de ses organisations.

À condition de s'organiser sur un axe clair : indépendance de la classe ouvrière, unité de tous les exploités et opprimés autour de la classe ouvrière ! Or, le PT ne tire aucune leçon et veut continuer à paralyser les travailleurs en leur faisant espérer dans tel ou tel secteur des exploités.

La direction de la principale confédération syndicale, la CUT, a appelé le 28 octobre à « *l'unité des forces démocratiques-populaires* ». Les principaux responsables de la défaite de 2016, les chefs du PT réunis le 31 octobre, dans la panique, poursuivent dans la soumission et veulent élargir l'alliance réalisée avec le PROS à « *tous les démocrates* » pour constituer un « *front de résistance démocratique* ». Haddad, le candidat du PT à la présidentielle, déclare qu'il veut « *représenter une opposition qui place les intérêts de la Nation au-dessus de tout* », reprenant curieusement ainsi la lettre même du slogan de Bolsonaro ! Les « *intérêts de la nation* » signifient précisément la poursuite de la politique d'alliance avec la bourgeoisie, bras dessus bras dessous, qui toujours enchaîne le prolétariat à sa propre exploitation, à sa propre oppression.

Le PT, le PCdoB, le PSOL... prêchent le pacifisme, ce qui revient à laisser les mains libres à Bolsonaro, à l'état-major, aux flics, aux hommes de main des latifundiaires.

Dans le monde entier, les bourgeoisies mènent l'offensive contre les conquêtes du mouvement ouvrier telles qu'elles ont été obtenues dans chaque pays : santé publique, enseignement public, sécurité sociale, retraites,



garanties juridiques contre les licenciements abusifs, les limites au temps de travail, les conventions collectives, etc. Partout, les gouvernements adoptent des lois qui taillent dans les libertés et les droits démocratiques qui sont aussi des conquêtes décisives de la lutte du mouvement ouvrier contre le capital. Le gouvernement américain impose un nouveau blocus à l'Iran. Le gouvernement turc déclenche à nouveau la guerre contre les Kurdes. La tendance générale est au militarisme, aux États forts et au renforcement consécutif des corps de répression.

Le saut est qualitatif. Le renversement de Rouseff et la victoire électorale de l'armée déguisée en civil s'inscrivent dans le sillage de l'élection d'al-Sissi, de Trump et de Duterte, du gouvernement Salvini-Di Maio et du gouvernement Modi, de régimes islamistes au Pakistan, en Iran et en Turquie, du référendum pour le Brexit.... Partout dans le monde, des fractions de la bourgeoisie basculent dans la religion, la xénophobie, le protectionnisme, la destruction accélérée de l'environnement, la haine des migrants, l'anti-socialisme pour maintenir à tout prix la propriété privée et le règne du profit.

Contre la barbarie qui monte, il faut que le prolétariat rouvre la voie de la lutte contre le capitalisme, du pouvoir des travailleurs, du socialisme.

L'indispensable lutte de la classe ouvrière, des paysans travailleurs, de la jeunesse étudiante, des habitants des bidonvilles, des Amérindiens, des conscrits... implique d'abord l'indépendance de classe.

Unité des organisations de travailleurs CUT, CTB, CSP-Conlutas, PT, PSOL, PCdoB, PSTU, PCB, PCO... pour réaliser immédiatement le front unique ouvrier !

Création et centralisation de comités d'autodéfense dans les entreprises, les quartiers, les favelas, à la campagne, dans les écoles, dans les universités, les régiments... ! Préparation de la grève générale !

Toutes les libertés démocratiques ! Libération de Lula !

Aucune proposition syndicale à Bolsonaro ! Défense de la sécurité sociale et de toutes les conquêtes sociales ! Toutes les revendications ouvrières !

À bas Bolsonaro et le gouvernement militaire ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan issu de la mobilisation !

Construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du Parti bolchevik dans tout le pays !

5 novembre 2018

CoReP / Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie

FT-VP / Brésil

IKC / État espagnol

TML / Brésil

La déclaration est en portugais sur le site du CoReP et celui de la FT-VP

fracaoitroskistavanguardaproletaria.wordpress.com/



TRACT DU GMI DU 26 NOVEMBRE SUR LES GILETS JAUNES

À BAS MACRON ! MANIFESTATION NATIONALE UNIE À L'ÉLYSÉE !

Hollande et le gouvernement PS-PRG-EELV ont gouverné pour la bourgeoisie et déçu la masse des travailleurs qui avaient voté pour lui et pour le PS.

Cela a facilité l'accession de Macron, ancien banquier d'affaires et ancien ministre de l'économie de Hollande, à la présidence. Depuis deux ans, Macron, au compte de la bourgeoisie a redoublé les attaques contre les travailleurs, renforcé l'exploitation et la flexibilité de l'emploi et des salaires. Au nom de la « transition écologique », il a transféré une grande partie des impôts des capitalistes et des riches sur le dos des travailleurs. Mais le PS, La France insoumise le PCF, Générations ont expliqué qu'il fallait attendre les prochaines élections. LFI préconise le protectionnisme et fait croire que les problèmes viennent de l'étranger (l'UE, l'Allemagne...) et non du capitalisme.

Les directions syndicales de la CGT, de la CFDT, de FO, de Solidaires... ont été incapables d'empêcher les attaques des gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron parce qu'elles ont toujours accepté de les négocier et parce qu'elles ont empêché la grève générale. Actuellement, les chefs syndicaux acceptent de discuter des projets contre les chômeurs, les retraites et les fonctionnaires. Le PCF, LFI, LO, le NPA...les ont cautionnés à chaque fois. Comment s'étonner que le mécontentement populaire grandissant ait finalement explosé en dehors des partis « réformistes » et des syndicats de salariés ?

Le 17 novembre, à partir d'appels lancés sur les réseaux sociaux, est apparue une mobilisation visiblement spontanée contre la hausse des prix des carburants, avec des « gilets jaunes » comme signe de ralliement. Elle n'est pas énorme, mais elle dure. Elle agglomère des travailleurs indépendants (surtout des artisans, quelques agriculteurs...), le petit encadrement, des ouvriers et des employés qui ont besoin de la voiture pour travailler, des chômeurs, des retraités victimes de l'augmentation de la CSG et du blocage des pensions. Ce mouvement traverse plusieurs classes sociales, sans organisation structurée, sans assemblées démocratiques. Le patronat lui-même ne le soutient pas, la fédération des transporteurs a notamment refusé de le rejoindre. Les capitalistes de ce secteur sont récompensés : ils sont déjà exemptés d'une partie des taxes sur les carburants depuis toujours et le gouvernement renonce à la « taxe poids lourds ».

Le mouvement a pour l'instant des objectifs différents et parfois opposés : refus de toute fiscalité ou recréation de l'ISF, démission de Macron ou exigence qu'il écoute. Pour exprimer qu'ils incarnent le peuple, les manifestants

brandissent des drapeaux tricolores, sans voir que ce sont depuis 1848 les symboles de la soumission des travailleurs aux exploités et aux puissants.

Les actions, pour l'instant, ne sont pas des grèves, mais des blocages de carrefours et de centres commerciaux qui gênent des salariés et dressent des commerçants contre le mouvement. Inorganisés, les « gilets jaunes » subissent la répression policière. Les manifestations aux Champs-Élysées sont aussi impuissantes et se prêtent en outre aux manipulations des provocateurs et des fascistes. Plusieurs fois, certains ont dérapé dans le racisme et la xénophobie. Des migrants sans papiers ont même été livrés à la gendarmerie dans la Somme le 20 novembre.

Macron est déstabilisé. En misant sur la confusion des gilets jaunes, les partis politiques de la bourgeoisie qui sont concurrents de LREM (LR de Wauquiez, DIF de Dupont-Aignan, RN de Le Pen...) tentent de récupérer le mouvement alors qu'ils servent les mêmes intérêts que Macron, ceux de la bourgeoisie française.

La responsabilité des organisations ouvrières est immense. Il ne s'agit pas de voler au secours de Macron comme le chef de la CFDT. Il faut empêcher le basculement dans le désespoir et la réaction. Il faut orienter la protestation vers l'unité des travailleurs et vers l'efficacité. Il faut que les syndicats rompent avec le gouvernement, mobilisent et s'unissent pour :

- abolition de tous les impôts sur la consommation courante (TVA, TIPP, TICPE...) ! taxe écologique sur le grand capital et les riches ! impôts progressifs sur les revenus et les patrimoines ! fin des exonérations offertes au patronat et augmentation des cotisations patronales ! suppression des cotisations sociales salariales !
- expropriation des sociétés d'autoroutes ! expropriation des banques qui organisent la fraude fiscale des riches ! expropriation des grands groupes pétroliers et automobiles ! gratuité des transports publics dans les agglomérations et des autoroutes !
- interdiction des licenciements et réduction du temps de travail ! augmentation du smic et de tous les salaires, indexation des salaires et des pensions ! logement bon marché et de qualité dans les villes !
- assemblées générales dans les entreprises, les lieux d'études et les quartiers ! élection des représentants ! service d'ordre décidé par les AG pour défendre les grèves et les manifestations ! coordination dans chaque ville, dans chaque département, dans tout le pays !
- à bas Macron ! manifestation nationale unie à l'Élysée ! gouvernement des travailleurs !

ABC DU MARXISME : LA RELIGION

Une religion attribue l'existence de l'univers, de la société et de chaque être humain à des divinités ou à un dieu. Ceux-ci jouissent des superpouvoirs qui font de tous les superhéros des nains de jardin. À l'intérieur des sociétés humaines, ce sont pourtant des êtres humains comme les autres (incapables de faire pleuvoir, sans parler de foudroyer les ennemis de leur dieu) qui vivent de la religion, tandis que les autres travaillent pour eux. Ce sont les prêtres. Ceux d'une même religion forment un clergé qui a une structure calquée sur la hiérarchie sociale. Chaque clergé impose, quand il le peut, son monopole, ses tabous et ses lubies archaïques à tout le reste de la société.

En général, cet appareil est subordonné à la classe dominante de la société et sa doctrine légitime l'exploitation des autres classes ainsi que la subordination des femmes aux hommes.

Certains inventent ou s'imaginent que les divinités s'adressent à eux en particulier. On les appelle « bouddhas » ou « prophètes ». La plupart de ces gourous échouent à convaincre leurs contemporains et sont donc tués par le ridicule...

Bien qu'irréalistes, les religions sont une expression des sociétés réelles qui les engendrent. Voici, entre autres, selon un livre sacré pour les trois familles de religion issues les unes des autres au Proche-Orient (les judaïsmes, les christianismes, les islams), un ordre de leur dieu rapporté par leur prophète Moïse :

Lorsque tu iras à la guerre contre tes ennemis, si l'Éternel les livre entre tes mains, et que tu leur fasses des prisonniers, peut-être verras-tu parmi les captives une femme belle de figure, et auras-tu le désir de la prendre pour femme, tu l'amèneras dans l'intérieur de ta maison et elle pleurera son père et sa mère pendant un mois. Après cela, tu iras vers elle, tu l'auras en ta possession, et elle sera ta femme. Si elle cesse de te plaire, tu la laisseras aller où elle voudra, tu ne pourras pas la vendre pour de l'argent ni la traiter comme esclave, parce que tu l'auras humiliée. (« Deutéronome », ch. 21, Bible)

Un tel dessein n'est-il pas plus choquant que tout dessin ? N'est-ce pas ce que font Daesh et Boko Haram ? Ce dieu approuve la guerre, la polygamie et le viol, pourvu que le violeur laisse pleurnicher un peu la victime. Tout montre que ces propos sont le fantasme ou la justification d'un être humain qui vivait il y a environ 2 800 ans. À l'évidence, il était de sexe masculin, hétérosexuel et non esclave.

De nombreux imams s'efforcent de convaincre l'opinion française que l'islam est une religion tolérante et pacifique ; inversement, les nationalistes et les xéno-

phobes prétendent que la religion musulmane est par nature agressive. La religion musulmane n'est pas différente des autres : toutes préconisent la paix sociale et le respect de la propriété à l'intérieur de leur société ; toutes justifient la violence contre les autres religions et contre les pauvres qui s'en prendraient aux nantis. « Dieu bénisse l'Amérique et tous ceux qui la défendent », conclut le président américain Bush en annonçant l'attaque de l'Irak en 2003 sous prétexte d'armes de destruction massives.

Si aucun dieu n'existe, le succès d'une religion a des causes bien réelles : l'incompréhension des phénomènes naturels si importants pour l'existence ; la consolation des opprimés et des exploités par un paradis chimérique ou une réincarnation avantageuse ; la résistance face à des oppresseurs d'une autre religion... Par conséquent, il ne suffit pas de recourir à la raison pour en finir avec l'irrationalité, religieuse ou autre (raciste, par exemple).

La croyance a aussi des effets bien réels : un frein à la lutte sociale, la consolidation du patriarcat, la satisfaction matérielle et honorifique du clergé, la culpabilisation individuelle des adeptes de la secte...

La classe bourgeoise, quand elle se heurtait aux survivances du féodalisme, était confiante dans la science et était volontiers séculaire (interdisant tout monopole à une religion particulière), voire laïque (séparant l'État de la religion). Sa vraie religion, c'était le profit. Mais, confrontée au prolétariat et à la menace d'une révolution sociale, la bourgeoisie régresse dans le cléricisme et l'obscurantisme. En France, le maréchal Pétain a rétabli le catholicisme en religion d'État, le général De Gaulle allait à la messe et finançait l'Église catholique, le « socialiste » Mitterrand consultait une voyante et a demandé des funérailles religieuses, Sarkozy a expliqué que les prêtres l'emportaient sur les enseignants...

À notre époque, il revient à la classe ouvrière, en rassemblant tous les opprimés, de reprendre le flambeau de la liberté d'expression, de la laïcité, de la recherche scientifique désintéressée.

Nous réclamons la séparation complète de l'Église et de l'État, afin de combattre la religion avec des armes purement et exclusivement d'idées : notre presse et notre propagande. (Lénine, Socialisme et religion, 1905)

La révolution socialiste mondiale, en donnant pour la première fois à l'humanité le contrôle de la production et de la répartition, permettra de faire dépérir toutes les superstitions.

